

« Je suis arrivé au bon moment »

Benoît Revaz | Le Valaisan est directeur de l'Office fédéral de l'énergie OFEN depuis une année. C'est l'occasion de poser un regard sur ces douze mois passés en fonction et sur sa vision de l'avenir.



Biographie

Benoît Revaz a assumé différentes fonctions au sein des Entreprises Électriques Fribourgeoises (actuellement Groupe E). Il a en outre été membre de la direction générale d'EOS Holding et d'Alpiq Holding SA, ainsi que directeur associé d'E-Cube Strategy Consultants, entreprise de conseil spécialisée dans les questions d'énergie et d'environnement. Il est titulaire d'un master en droit, ainsi que d'un Executive Master of Science in Communications Management.

→ www.bfe.admin.ch

Bulletin : Vous avez pris la direction de l'OFEN il y a une année le 1^{er} octobre. Quelles étaient vos attentes ?

Benoît Revaz : Mes attentes consistaient à pouvoir contribuer à la mise en œuvre de la transition énergétique. Le Parlement a adopté la Stratégie énergétique la veille de mon entrée en fonction. Je suis donc arrivé au bon moment.

Ont-elles été comblées ?

Oui. C'est une période passionnante.

Comment avez-vous vécu le passage d'une entreprise privée aux autorités ?

J'ai été surpris par le nombre de dossiers traités dans l'administration et la rapidité avec laquelle ils sont traités. L'intensité, la diversité des sujets et l'ampleur de la tâche étatique m'ont également impressionné. Assurer la mise en œuvre d'une loi, tout en veillant à respecter l'esprit de la loi et la volonté du législateur, constitue une responsabilité importante.

Quels ont été les enjeux principaux et les succès de cette année ?

Les enjeux principaux au départ étaient les suivants: se plonger dans les différents dossiers et fixer des priorités. La réussite fut incontestablement l'aboutissement favorable de la votation sur la nouvelle loi sur l'énergie avec le oui clair sorti des urnes le 21 mai. Cette loi qui pose les jalons de la Stratégie énergétique 2050 est depuis plusieurs années le plus grand chantier au sein de l'Office. Elle a conduit à 230 heures de discussions au Parlement; 500 amendements et 25 rapports ont été nécessaires à sa réalisation jusqu'à maintenant.

Quels dossiers vous tiennent le plus à cœur ? Et pourquoi ?

La mise en œuvre de la loi sur l'énergie pour le 1^{er} janvier 2018, le futur modèle de marché de l'électricité et la révision du régime de la redevance hydraulique sont des dossiers qui vont poser des jalons importants pour notre pays.

L'une de vos activités principales est la mise en place de l'avenir énergétique suisse. Quelle est votre vision à ce sujet ?

Créer les conditions nécessaires à la consolidation d'un approvisionnement énergétique sûr, durable et économiquement supportable est un mandat constitutionnel. La complexité réside dans la mise en œuvre: renoncer à une source importante d'énergie comme le nucléaire en augmentant l'efficacité énergétique, en promouvant le développement des énergies renouvelables tout en réduisant la dépendance énergétique de l'étranger est un défi hors du commun.

Combien de personnes travaillent sur la SE 2050 à l'OFEN ?

Plusieurs dizaines d'experts travaillent sur les ordonnances, mais tout l'Office

est concerné d'une manière ou d'une autre, par exemple par les développements du réseau et des infrastructures, la recherche prospective sur la digitalisation ou la dimension climatique.

La branche de l'électricité souffre des prix du marché trop bas. Pensez-vous que cela va changer ?

Toute la branche ne souffre pas de la même manière des prix bas sur le marché. La situation diffère selon la présence de la chaîne de valeur et les stratégies des entreprises. De nombreux facteurs influencent le mécanisme des prix. L'OFEN mène en ce moment une enquête auprès des producteurs hydroélectriques pour connaître leur situation économique.

Y a-t-il du nouveau du côté de l'accord sur l'électricité avec l'UE? Qu'est-ce qui pourrait faire avancer les discussions ?

Cela fait dix ans qu'on discute d'un accord sur l'électricité. Certains éléments doivent être adaptés pour pouvoir signer. La conclusion d'un accord institutionnel avec l'Union européenne demeure déterminante pour aller de l'avant.

Vous disposez d'une longue expérience internationale. Dans quelle mesure pourrait-elle contribuer à la mise sur pied d'un accord sur l'électricité ?

Ce sont des travaux d'équipe, mais l'expérience internationale est en effet utile pour évoluer dans ces discussions.

Et du côté de l'ouverture du marché, y a-t-il du nouveau ?

L'ouverture du marché reste une ambition. Le lien avec un accord sur l'électricité est très fort. L'Office va présenter un rapport à ce sujet à la fin de l'année.

Que va-t-il se passer dans la 2^e étape de la SE 2050 ?

La SE 2050 est composée de plusieurs volets (et non plus de deux étapes). La Stratégie réseaux électriques en est un, la révision de la loi sur le CO₂ ou le design de marché en sont d'autres pour atteindre les objectifs fixés.

D'après vous, quel degré d'auto-alimentation la Suisse devrait-elle atteindre en 2035 ?

Quand on parle d'auto-alimentation, on parle surtout d'auto-alimentation électrique. La question est plus globale. La Suisse est très dépendante de l'étranger pour les deux tiers de sa consommation d'énergie d'origine fossile. L'auto-alimentation dépend de la flexibilité de la production, des capacités de stockage, de transport et d'interconnexion. La gestion proactive de la demande et les nouvelles possibili-

tés de stockage décentralisé vont contribuer à la sécurité d'approvisionnement. Ce sont seulement quelques dizaines d'heures en hiver qui posent problème. Il existe des groupes de secours, des capacités existantes qui n'entrent pas en ligne de compte actuellement dont la flexibilité pourrait être utilisée sur demande.

Quels défis principaux l'OFEN devrait-il relever ces prochaines années ?

La digitalisation ouvre de nouvelles perspectives. Il faut définir des conditions-cadres qui ne freinent pas ce développement rapide tout en veillant à garder un cadre de sécurité réglementaire. C'est complexe. La convergence des énergies et des infrastructures sont aussi des gros dossiers, tout comme la gestion du marché du gaz et la mobilité.

Que souhaitez-vous pour l'avenir ?

Je souhaite que nous ayons le courage qu'ont eu nos aïeux du 20^e siècle qui ont développé des infrastructures sur lesquelles nous pouvons encore compter aujourd'hui. Notre génération doit faire la transition vers une approche plus efficace avec un impact sur l'environnement défini mais limité et économiquement favorable pour le pays. Il s'agit d'une combinaison de plusieurs solutions et non d'une compétition.

INTERVIEW: CÉLINE REYMOND

Figures: Hans-Peter Thoma

«Ich bin genau zum richtigen Zeitpunkt gekommen»

Benoît Revaz | Seit einem Jahr ist der Walliser Direktor des Bundesamtes für Energie BFE. Zeit, um auf seine ersten zwölf Monate im Amt zurückzublicken, und willkommener Anlass, um einen Blick in die Zukunft zu wagen.



Zur Person

Benoît Revaz arbeitete in verschiedenen Funktionen in den ehemaligen Entreprises Electriques Fribourgeoises (heute Groupe E). Zudem war er Mitglied der Generaldirektionen der EOS Holding und der Alpiq Holding SA sowie Senior Advisor des auf Energie- und Umweltfragen spezialisierten Beratungsunternehmens E-Cube Strategy Consultants. Er verfügt über ein Lizenzat in Rechtswissenschaften und einen Executive Master of Science in Communications Management.

→ www.bfe.admin.ch

Bulletin: Am 1. Oktober 2016 haben Sie die Leitung des BFE übernommen. Welche Erwartungen hatten Sie an Ihre neue Aufgabe?

Benoît Revaz: Ich wollte zur Umsetzung der Energiewende beitragen. Das Parlament hat am Tag vor meinem Stellenantritt die Energiestrategie verabschiedet. Ich bin also genau zum richtigen Zeitpunkt gekommen.

Sind Ihre Erwartungen bisher erfüllt worden?

Ja, es ist eine spannende Zeit.

Wie haben Sie den Wechsel von der Privatwirtschaft zur Bundesverwaltung erlebt?

Ich war überrascht, wie viele Dossiers in der Verwaltung bearbeitet werden – und wie rasch. Die Intensität, die Vielfältigkeit der Themen und der Umfang der Aufgaben des Staates haben mich ebenfalls beeindruckt. Die Umsetzung eines Gesetzes zu gewährleisten und

dabei dem Geist des Gesetzes und dem Willen des Gesetzgebers Rechnung zu tragen, ist eine verantwortungsvolle Aufgabe.

Welches waren Ihre grössten Herausforderungen in diesem ersten Jahr?

Am herausforderndsten war zu Beginn, mich in die verschiedenen Dossiers einzuarbeiten und Prioritäten zu setzen.

Was freute Sie am meisten?

Ein Erfolg war eindeutig der positive Ausgang der Abstimmung über das neue Energiegesetz mit dem klaren Ja an der Urne am 21. Mai. Dieses Gesetz stellt die Weichen für die Energiestrategie 2050 und ist seit mehreren Jahren die grösste Baustelle des Bundesamtes. 230 Stunden wurde es im Parlament diskutiert und 500 Anpassungen sowie 25 Berichte hat es zur Umsetzung bis heute gebraucht.

Welche Dossiers liegen Ihnen besonders am Herzen? Und warum?

Die Umsetzung des Energiegesetzes per 1. Januar 2018, das künftige Modell des Strommarktes sowie die Revision des Wasserzinsregimes. Diese drei Dossiers werden in der Zukunft wegweisend für unser Land sein.

Eine Ihrer Haupttätigkeiten besteht darin, die Energiezukunft der Schweiz umzusetzen. Wie sieht diesbezüglich Ihre Vision aus?

Die Schaffung der Voraussetzungen zur Konsolidierung einer sicheren und nachhaltigen, wirtschaftlich tragbaren Energieversorgung ist ein verfassungsrechtlicher Auftrag. Dessen Umsetzung ist jedoch komplex: Es ist eine riesige Herausforderung, eine wichtige Energiequelle wie die Atomkraft aufzugeben, die Energieeffizienz zu steigern, die Entwicklung erneuerbarer

Energieträger anzukurbeln und gleichzeitig die energetische Abhängigkeit vom Ausland zu reduzieren.

Wie viele Personen beschäftigen sich beim BFE mit der Energiestrategie 2050?

Mehrere Dutzend Fachleute arbeiten an den Verordnungen, aber das ganze Bundesamt ist irgendwie involviert, zum Beispiel in Bezug auf die Entwicklung von Netz- und Infrastrukturen, die Zukunftsforschung betreffend die Digitalisierung oder bei Klimafragen.

Die Strombranche leidet unter den tiefen Marktpreisen. Denken Sie, dass sich hier etwas ändern wird?

Nicht die ganze Branche leidet gleich unter den tiefen Preisen auf dem Markt. Die Situation variiert je nach Wertschöpfungskette und Unternehmensstrategien. Zahlreiche Faktoren wirken sich auf die Preismechanismen aus. Das BFE führt bei den Wasserkraftproduzenten momentan eine Umfrage zu ihrer wirtschaftlichen Situation durch.

Gibt es Neuigkeiten zum Stromabkommen mit der EU? Wer könnte diese Diskussionen vorantreiben?

Seit zehn Jahren wird über ein Stromabkommen diskutiert. Einige Punkte müssen angepasst werden, damit es unterschriftsreif wird. Der Abschluss eines institutionellen Abkommens mit der Europäischen Union bleibt aber zentral, um weiter voranzukommen.

Sie verfügen über langjährige Erfahrung auf dem internationalen Parkett.

Inwiefern könnte diese Erfahrung zur Schaffung eines Stromabkommens beitragen?

Es handelt sich bei den Arbeiten zum Abkommen um Teamarbeit, aber internationale Erfahrung ist tatsächlich nützlich, um diese Diskussionen voranzutreiben.

Und wie sieht es punkto Marktöffnung aus? Wie ist der aktuelle Stand der Dinge?

Die Marktöffnung wird weiterhin angestrebt. Sie hängt aber sehr stark mit einem allfälligen Stromabkommen zusammen. Das BFE wird Ende Jahr einen Bericht zu diesem Thema vorstellen.

Welche weiteren Massnahmenpakete sieht die Energiestrategie 2050 vor?

Die Strategie Stromnetze ist eines davon. Auch die Revision des CO₂-Gesetzes oder das Marktdesign sollen dazu beitragen, die gesteckten Ziele zu erreichen.

Welchen Grad der Selbstversorgung sollte die Schweiz im Jahr 2035 erreichen?

Wenn man von Selbstversorgung spricht, meint man vor allem die Selbstversorgung mit Elektrizität. Die Fragestellung ist aber umfassender. Die Schweiz deckt zwei Drittel ihres Energieverbrauchs aus fossilen Energieträgern, was sie stark vom Ausland abhängig macht. Die Selbstversorgung hängt von der Flexibilität der Produktion sowie von den Kapazitäten bei Speicherung, Transport und Vernetzung ab. Das proaktive Nachfragemanagement

und die neuen dezentralen Speichermöglichkeiten werden zur Versorgungssicherheit beitragen. Problematisch wird es nur während einigen Dutzend Stunden im Winter. Es gibt Notstromaggregate, bestehende Kapazitäten, die momentan nicht genutzt werden, deren Flexibilität aber bei Bedarf eingesetzt werden könnte.

Welches sind die wichtigsten Herausforderungen, denen sich das BFE in den nächsten Jahren stellen muss?

Die Digitalisierung eröffnet neue Perspektiven. Es sind Rahmenbedingungen zu formulieren, die einen sicheren Regulierungsrahmen für diese rasche Entwicklung gewährleisten, ohne sie damit zu bremsen. Das ist eine komplexe Angelegenheit. Die Konvergenz von Energien und Infrastrukturen bildet ebenfalls ein umfangreiches Dossier. Nicht vergessen werden dürfen auch die Verwaltung des Gasmarktes sowie die Mobilität.

Welchen Wunsch hegt der Direktor des BFE für die Zukunft?

Ich wünsche mir, dass wir den gleichen Mut wie unsere Vorfahren im 20. Jahrhundert haben. Denn sie haben die Infrastrukturen geschaffen, auf die wir uns noch heute verlassen können. Unsere Generation muss den Übergang zu einem effizienteren Ansatz mit klar definierten, möglichst geringen Auswirkungen auf die Umwelt schaffen, der für unser Land wirtschaftlich sinnvoll ist. Es geht um die Kombination verschiedener Lösungen und nicht um einen Wettbewerb.

INTERVIEW: CÉLINE REYMOND